

Shom

Etablissement public à caractère
administratif

sous tutelle du ministère des armées

13 rue du chatellier

CS 92803

29228 Brest cedex 2

Secrétariat général

Service des achats

Acquisition de drones 200m microAUV (Autonomous Underwater Vehicle).

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Accord-cadre n°25AC05

Version du 10/04/2025

Sommaire

ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1 Objet de l'accord-cadre	4
2.2 Allotissement.....	4
2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre	4
2.4 Durée de l'accord-cadre	5
2.5 Lieu d'exécution	5
2.6 Documents contractuels	5
ARTICLE 3 - MARCHES COMPLEMENTAIRES	6
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1 Notification des informations	6
4.1.1 Représentation de l'acheteur.....	6
4.1.2 Représentation du titulaire.....	6
4.1.3 Echanges dématérialisés.....	6
4.2 Remplacement des intervenants	6
4.3 Emission et exécution des bons de commande.....	7
4.4 Obligations du titulaire	8
4.4.1 Obligation de conseil.....	8
4.4.2 Obligation d'information	8
4.5 Responsabilité du titulaire	8
4.6 Considérations environnementales	9
4.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	9
4.8 Traitement de données à caractère personnel	9
4.9 Confidentialité et secret des affaires.....	10
4.10 Clause de réexamen.....	11
ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATION	11
ARTICLE 6 - GARANTIE	12
ARTICLE 7 - PENALITES	12
7.1 Pénalités de retard	12
7.2 Pénalités pour travail dissimulé.....	13
7.3 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant.....	13
7.4 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail	13
ARTICLE 8 - REGIME FINANCIER.....	14
8.1 Etablissement des prix.....	14
8.2 Révision des prix.....	15
8.3 Variation du taux de change	16
8.4 Avances	16
8.5 Répartition des paiements	16
8.6 Taux de TVA.....	17
8.7 Monnaie	17
8.8 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	17
8.9 Intérêts moratoires.....	17
8.10 Modalités de facturation.....	18
8.11 Transmission des factures	18
ARTICLE 9 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
9.1 Les résultats.....	18
9.2 Besoins et finalités de l'acheteur.....	18
9.3 Les connaissances antérieures	19
ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES	19
10.1 Assurances	19
10.2 Langues	20
10.3 Sous-traitance.....	20
10.4 Autres obligations administratives	20

10.5	Résiliation	21
10.6	Exécution aux frais et risques du titulaire	21
10.7	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	22
10.8	Litiges et contentieux	25
ARTICLE 11 - DEROGATIONS		25

Article 1 - Acheteur

Shom

13 rue du Chatellier
CS 92803
29228 Brest cedex 2
France

N° SIRET : 130 003 981 000 11

TVA intracommunautaire : FR78130003981

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou un délégué habilité.

Article 2 - Caractéristiques de l'accord-cadre

2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition de drones 200m microAUV (Autonomous Underwater Vehicle).

L'accord-cadre porte sur des prestations de Fournitures

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 38292000 - Instruments d'hydrographie.

35512400 - Submersibles sans équipage.

34513550 - Navires hydrographes.

38290000 Instruments et matériels de télémétrie, d'hydrographie, d'océanographie et d'hydrologie

2.2 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum d'1 500 000 euros HT.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée de validité du contrat.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

Les postes de l'accord-cadre sont définis comme suit :

Poste	Intitulé	Exécution
1	AUV complets, intégrant les équipements nécessaires pour leur navigation et le pilotage, les charges utiles thématiques et suite logicielle associée	Bon de commande

2	Accessoires, pièces de rechange et consommables	Bon de commande
3	Prestations de services	Bon de commande
4	Formation des utilisateurs	Bon de commande

2.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre court à compter de sa date de notification pour une durée de 48 mois maximum définie comme suit :

- une période ferme de 12 mois ;
- puis 3 reconductions tacites d'une durée d'un an chacune.

Dans le cas d'une non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre, cette décision est notifiée avec un préavis de trois mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

2.5 Lieu d'exécution

Les fournitures seront livrées au Shom – site du Bergot à Brest.

La livraison sur le site du Shom doit intervenir sur les plages horaires suivantes : du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 16h00.

Le titulaire s'engage à informer le transporteur des conditions de livraison prévues au présent CCAP.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées de manière à ce qu'elles puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents aux opérations de chargement, transport, déchargement.

Chaque colis doit comporter une étiquette extérieure en langue française mentionnant:

- le nom du titulaire,
- les références de l'accord-cadre et du bon de commande,
- la désignation de la fourniture,
- les quantités,
- le service destinataire.

Les prestations (maintenance, formation, ...) sont exécutées dans les locaux du titulaire.

2.6 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante, :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire (correspondant au mémoire technique et à la matrice de conformité dûment complétés) et ses éventuelles annexes ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 3 - Marchés complémentaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de fournitures complémentaires en application des dispositions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

Article 4 - Modalités d'exécution des prestations

4.1 Notification des informations

4.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

4.1.2 Représentation du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

4.1.3 Echanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font de manière privilégiée via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) disponible à l'adresse suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, et par messagerie électronique.

4.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 30 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

4.3 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est mentionné dans le bon de commande ; à défaut il s'agit de sa date de notification.

Le délai de livraison est indiqué sur le bon de commande.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de l'accord cadre 25AC05 ;
- le code du service exécutant (FACTURES_FOURNISSEURS) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées par référence au bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le prix correspondant en € hors taxes (HT) ;
- le montant total en € HT du bon de commande ;
- le n° d'engagement juridique.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les

circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence. Toute demande de report de délai doit impérativement être transmise au Shom avant la fin du délai d'exécution, par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

4.4 Obligations du titulaire

4.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation pouvant se traduire par une réduction des coûts, ou une amélioration du service rendu assortie le cas échéant d'une augmentation du prix.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

4.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

4.6 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de considérations environnementales :

Le titulaire fournit la documentation relative aux modalités de recyclage et de valorisation des batteries usagées ou défectueuses.

Il s'engage par ailleurs à mettre en œuvre les mesures détaillées dans son mémoire technique visant à limiter l'impact environnemental des prestations.

4.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>

4.8 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre. Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données.

Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

4.9 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

En outre le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation par manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

4.10 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent contrat pourra être menée dans les hypothèses suivantes :- modifications liées à la société du titulaire : le titulaire transmettra une attestation à l'acheteur en cas de changement de dénomination sociale, coordonnées bancaires, adresse ;

- évolutions du bordereau des prix à la demande de l'acheteur ou sur proposition du titulaire en lien avec l'objet du présent accord-cadre : le titulaire transmettra une proposition tarifaire qui sera refusée ou acceptée par l'acheteur notamment dans le cadre de changement de références, de fournitures devenues obsolètes, de nouvelles technologies ;

- si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et mesurables.

Article 5 - Opérations de vérification

Les fournitures, la documentation et les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification des postes 1, 2 et 3 se déroulent de la manière suivante.

Poste 1 : Fourniture d'un microAUV 200 m

Dans un délai d'un mois avant le début des vérifications en usine, le titulaire informe le Shom, de la date des opérations et fournit le cahier de recette.

Les opérations se déroulent, en 2 étapes et selon un cahier de recette validé par le Shom :

- à terre, en usine ;
- en mer.

Ces 2 étapes se déroulent dans un délai d'1 mois calendaire maximum.

Le Shom prononce sa décision dans un délai d'un mois, maximum, après la fin des opérations.

La décision d'admission des prestations ne donne pas lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Poste 2 : Pièces de rechange

Dans un délai d'un mois après la réception des fournitures, le Shom effectue une vérification quantitative et/ou qualitative des pièces reçues et prononce une décision de rejet, d'ajournement ou d'admission le cas échéant avec réfaction, au plus tard dans un délai d'un mois après la fin des opérations.

La décision d'admission des prestations ne donne pas lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Postes 3 :

Dans un délai d'un mois après la réception des fournitures objet d'une analyse ou d'une prestation, le Shom effectue une vérification qualitative et prononce une décision de rejet, d'ajournement ou d'admission le cas échéant avec réfaction, au plus tard dans un délai d'un mois après la fin des opérations.

La décision d'admission des prestations ne donne pas lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Poste 4 : Les opérations de vérifications se déroulent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Article 6 - Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie minimale d'un an prévue au CCAG FCS.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil

Article 7 - Pénalités

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

7.1 Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

7.2 Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

7.3 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant

Pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

7.4 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces à fournir sont à minima les suivantes :

- l'attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales, déclarations de résultats et de TVA, paiement de la TVA, paiement de l'impôt sur les sociétés,
- l'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois,
- l'attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile),
- la liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

À défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

Article 8 - Régime financier

8.1 Etablissement des prix

Tout montant figurant dans le BPU est un montant hors taxe et en euros.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS) ;
- les frais liés aux opérations de vérification ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les frais de transport des fournitures (poste 3 inclus) sur le site du Shom à Brest (les frais de transport depuis le Shom vers les locaux du titulaire dans le cadre du poste 3 sont à la charge du Shom),
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations (sauf la TVA à l'importation le cas échéant) ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- le suivi contractuel.

TVA à l'importation : lorsque titulaire réside en dehors de la France métropolitaine, l'ensemble des bons de commande sont facturés hors TVA, conformément aux articles 291 à 293 A quater et article 1695 du code général des impôts (CGI), l'autoliquidation de la TVA à l'importation s'applique.

En cas d'importation, le Shom se charge du paiement de la TVA.

Transport :

La livraison du matériel par le titulaire est définie en **incoterm DDP** - Delivered Duty Paid.

Le titulaire prend en charge, pour le Shom, l'ensemble des opérations et coûts de logistiques et les formalités administratives.

Le prix du transport est compris dans le prix unitaire.

Dans le cadre du poste 3 (services) les frais de transport depuis le Shom vers les locaux du titulaire sont organisés et à la charge du Shom.

8.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont fermes pour la 1^{ère} période d'exécution de 12 mois et peuvent être révisés chaque année.

- **Les prix des postes 1 - microAUV et 2 - pièces détachées** sont révisables tous les ans par application au maximum de la formule suivante :

$$P = Po \cdot (Tm/To) \text{ arrondi au 100ème}$$

dans laquelle

P = prix révisé.

Po = prix de base figurant à l'accord-cadre.

Tm = valeur de l'indice révisé INSEE n°010764221 "Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation" en vigueur à la date de la révision, visible sur le site de l'INSEE (<http://www.insee.fr>).

To = valeur de l'indice révisé INSEE n° 010764221 "Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation" en vigueur au mois d'établissement des prix.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

- **Les prix des postes 3 – services et 4 - formation**, sont révisables tous les ans dans par application au maximum de la formule suivante :

$$P = Po \cdot (Sy/Syo) \text{ arrondi au 100ème}$$

dans laquelle

P = prix révisé.

Po = prix de base figurant à l'accord-cadre.

Sy = valeur de l'indice **Syntec** à la date de la révision.

Syo = valeur de l'indice **Syntec** en vigueur au mois d'établissement des prix.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés lors de chaque reconduction par application au maximum de la formule décrite ci-dessus.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Pour l'application de la révision des prix, le titulaire doit fournir, 2 mois avant la date de reconduction, au service des achats du Shom (sg-ach-all@shom.fr):

- Le nouveau bordereau des prix applicable l'année suivante ;
- Les informations nécessaires au contrôle du calcul de la révision (notamment les valeurs et dates des indices).

Les prix demeurent inchangés à défaut du respect de ces dispositions.

Les prix de l'accord-cadre sont fixes entre chaque révision, le prix d'un bon de commande est ferme et non révisable.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la facturation.

8.3 Variation du taux de change

Les prix unitaires HT en €, des postes 1 et 2 sont actualisés au taux de change défini 14 jours avant la date de livraison des prestations.

8.4 Avances

Pour l'ensemble des postes de l'accord-cadre, il sera versé une avance de 20 % sur le montant HT d'un bon de commande > à 50 000 € HT et dont l'exécution est > à 2 mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon l'article suivant.

8.5 Répartition des paiements

Les avances et les acomptes sont organisés de la manière suivante :

Montant du BDC	Acompte/fait générateur	Solde
Inférieur à 50 000 euros et < à 2 mois	80 % à la livraison des prestations du BDC	
		20 % à l'admission
Inférieur à 50 000 euros et durée > à 2 mois	Acompte trimestriel jusqu'à la livraison	
	80 % du montant des prestations du BDC à la livraison	
		20 % à l'admission
supérieur ou égal à 50 000 euros et exécution > à 2 mois	Acompte trimestriel jusqu'à 80 % du montant	
	L'avance est récupérée sur les acomptes trimestriels	
	80 % du montant à la livraison des prestations du BDC	
		20 % à l'admission

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

8.6 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.7 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

8.8 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Un bon de commande/marché subséquent de l'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

8.9 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.10 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre (25AC05),
- la date et le numéro de la facture,
- la dénomination et l'adresse du titulaire,
- le numéro SIRET de l'entreprise,
- les références du compte bancaire (N° IBAN, N° BIC) mentionné à l'acte d'engagement,
- le n° d'engagement juridique,
- le n° et la date du bon de commande
- le détail des prestations exécutées,
- le détail des prix et les quantités,
- le montant hors TVA.

8.11 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée selon le dispositif chorus pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant : FACTURES_FOURNISSEURS.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Article 9 - Régime des droits de propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS ou les complète.

9.1 Les résultats

Les résultats sont indiqués au CCTP. Ils correspondent à tous les éléments et livrables réalisés au titre de l'exécution de l'accord-cadre.

9.2 Besoins et finalités de l'acheteur

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Ainsi, le titulaire garantit à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser et faire utiliser les résultats notamment pour les besoins suivants :

- réaliser ou faire réaliser par tout tiers la maintenance préventive, corrective et évolutive de tout ou partie des résultats à l'échéance de l'accord-cadre ;
- réaliser ou faire réaliser des travaux d'intégration ou d'évolution des résultats avec ou dans d'autres composants à l'échéance du présent accord cadre.

Les résultats seront utilisés pour des besoins en interne du Shom, du MINARM et de l'État.

Le Shom est propriétaire exclusif des données acquises par les drones.

9.3 Les connaissances antérieures

L'acheteur et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures du Shom qu'aux fins de l'exécution de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles **soient identifiées dans son offre ou au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre.**

Article 10 - Dispositions diverses

10.1 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.2 Langues

Tous les documents administratifs sont rédigés en langue française. Les documents techniques remis par le titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre peuvent être rédigés en langues française ou, à défaut, anglaise.

10.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

10.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

10.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre, les marchés subséquents et/ou les bons de commande peuvent être résiliés conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

10.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10.7 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord-cadre à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des

difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur :

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;

les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;

la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations :

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;

de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10 %** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires :

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 55.2) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

10.8 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

Le tribunal judiciaire compétent pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle est le tribunal judiciaire de Brest.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Article 11 - Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
5	28	Opérations de vérifications
10.5	42	Résiliation